



APPEL A MANIFESTATION D'INTERET N°11/ADM/SIGAMP/FR/2023
POUR L'AUDIT TECHNIQUE « AU FIL DES TRAVAUX ET À POSTERIORI » :
DES CONTRATS DE TRAVAUX, DE PRESTATIONS DE SERVICES
INTELLECTUELS ET DES FOURNITURES FINANCÉS PAR LE GUICHET
ENTRETIEN (GE) ET LE GUICHET INVESTISSEMENT (GI) DU FONDS
ROUTIER DU CAMEROUN

I- CONTEXTE

Dans le souci de promouvoir et consolider une croissance économique durable, le Gouvernement de la République du Cameroun avec l'appui des partenaires au développement a mis en place un Établissement Public de type particulier dénommé Fonds routier. Il fonctionne depuis le 1er janvier 1999 sous la tutelle financière du Ministère chargé des Finances et sous la tutelle technique du Ministère chargé des routes.

En effet, le Fonds routier est un mécanisme pérenne de financement des programmes de protection du patrimoine routier national, de prévention et sécurité routières, et d'entretien routier institué par la loi 96/07 du 08 avril 1996.

La loi 2004/021 du 22 juillet 2004 a élargi ces missions aux opérations de réhabilitation et d'aménagement des routes dans le cadre d'un guichet distinct (guichet « investissement ») et indépendant de celui destiné à l'entretien.

Conformément à l'article 40 du décret 2005/239 du 24 juin 2005, modifié et complété par le décret n° 2012/076 du 08 mars 2012, portant organisation et fixant les modalités de fonctionnement du Fonds routier, les procédures administratives, financières et comptables régissant le fonctionnement du Fonds routier, notamment ses relations avec les Ordonnateurs (MINTP, MINHDU, MINT, CTD) et les prestataires sont définies par le Manuel de procédures adopté par le Comité de gestion et approuvé par l'autorité de tutelle.

Depuis 2016, plusieurs reformes législatives, réglementaires et organisationnelles ont vu le jour, notamment :

- la loi n° 2019/024 du 24 décembre 2016 portant code général des collectivités territoriales décentralisées ;
- la loi du 27 avril 2022 portant protection du patrimoine routier national ;
- la loi 2018/011 du 11 juillet 2018 portant code de transparence et de bonne gouvernance dans la gestion des finances publics au Cameroun ;
- le décret n° 2018/366 du 20 juin 2018 portant code des marchés publics ;
- le décret n° 2017/144 du 20 avril 2017 portant nomenclature routière ;

- le décret n° 2019/320 du 19 juin 2019 précisant les modalités d'applications de certaines dispositions des lois n° 2017/10 et 2017/011 du 12 juillet 2017 portant statut général des établissements publics et des entreprises publiques ;
- les changements opérationnels intervenus dans le fonctionnement du Fonds routier en réponse à des contraintes exogènes.

Dans cette perspective, le Fonds routier envisage de réaliser l'audit technique « au fil des travaux et à posteriori » : des contrats de travaux, de prestations de services intellectuels et des fournitures financés par le guichet entretien (GE) et le guichet investissement (GI) du Fonds routier du Cameroun.

II- OBJECTIFS

L'objectif de l'Audit Technique est de permettre au Gouvernement, aux bailleurs de fonds de se former une opinion de l'efficacité, de l'économie, et de la transparence des opérations financées par le Fonds routier. L'audit technique donnera lieu à tous les contrôles et/ou rectifications que l'auditeur pourra juger nécessaires. La mission qui est confiée à l'auditeur consiste à se prononcer sur chacun des points ci-après et d'autres qu'il jugera opportuns :

- la qualité des études préliminaires ayant conduit à l'évaluation des projets ;
- la cohérence et la conformité des programmes des ordonnateurs par rapport aux textes du Fonds routier ;
- la conformité de la procédure de passation des marchés par les ordonnateurs (Maître d'ouvrage) ;
- la conformité technique des travaux et la qualité des prestations exécutées par rapport aux normes techniques reconnues et aux dispositions contractuelles ;
- la conformité des documents d'exécution (Projet d'exécution, plan de recollement, plan d'action et rapport final etc...) par rapport aux normes en vigueur ;
- la conformité des décomptes payés par rapport aux travaux réalisés ;
- la mobilisation effective de la Mission de Contrôle et de la qualité des documents produits ;
- la qualité de la collaboration entre les différents acteurs du projet (Maître d'ouvrage, Chef de Service du Marché, Ingénieur du Marché, Organisme payeur, entreprise) ;
- l'effectivité et la qualité du mode d'archivage des documents du projet.

III – CONTENU DE L'AUDIT

L'audit portera sur l'ensemble des marchés en cours d'exécution ou attribués pendant la période d'intervention de l'auditeur et sera réalisé conformément aux normes des missions d'ingénieurs conseils.

Le prestataire devra procéder à :

- la collecte des informations et la prise en compte de l'échantillonnage représentatif des travaux soumis par le Chef de Service du Marché ;
- l'analyse de la préparation des campagnes, à savoir la programmation au niveau des ordonnateurs ;
- l'examen de la qualité des études de l'ordonnateur (Vérifier la qualité des études techniques, s'assurer que le processus de supervision par "Ordonnateur permet de garantir la qualité des études confiées aux bureaux d'études ; évaluer la qualité des bureaux retenus et les critères de leur sélection) ;
- l'examen de la procédure de passation des marchés (vérifier s'il y a eu présélection de consultants, analyser la méthode de cette présélection) ;
- l'examen de la qualité des travaux des entreprises (vérifier si les descriptifs et les quantitatifs des travaux reflètent fidèlement la réalité sur le terrain, si le planning des activités est respecté et si la répartition des tâches entre les différents intervenants est optimale pour apprécier leur capacité de gestion). Plus spécifiquement le Consultant devra :
 - donner une description quantifiée simple des infrastructures auditées ;
 - vérifier la conformité des travaux et de leurs coûts avec les programmes,
 - s'assurer de la qualité des travaux, de leur conformité avec les projets d'exécution et objectifs du programme, du respect des termes des contrats à tous les niveaux ; les aspects de qualité d'achèvement des travaux devront être déterminés sur la base d'observations visuelles.
 - vérifier les prix unitaires des décomptes par rapport aux marchés, ainsi que le montant des travaux réellement exécutés ;
 - vérifier l'organisation des chantiers, la tenue des réunions de chantier, l'existence et la bonne tenue des journaux de chantier, rapports de réunion de chantier, cahiers d'attachements, des ordres de services, si les procès-verbaux de réception des travaux sont tenus et/ou établis selon les normes admises; la justification des éventuels avenants ;
 - vérifier que les expertises proposées dans les offres sont mobilisées et utilisées à temps pour apporter des solutions aux éventuels problèmes et détails techniques ;

	années d'expériences professionnelles en archivage	
--	--	--



B – Matériels et équipements

: 20pts

N°	DESIGNATIONS	NOTE REQUISE
1	Ordinateurs, imprimante, photocopieuse, table traçante	10 pts
2	Véhicules, GPS	5 pts
3	Attestation de location ou contrat de bail ou certificat de propriété	5 pts

C – Méthodologie du travail

: 5pts

N°	DESIGNATIONS	NOTE REQUISE
1	Compréhension de la mission	2 pts
2	Plan de travail	2 pts
3	Chronogramme	1 pt

D – Présentation du dossier

: 5 pts

N°	DESIGNATIONS	NOTE REQUISE
1	Sommaire, pagination	2 pts
2	Lisibilité des documents présentés	2 pts
3	Intercalaires	1 pt

Dès l'adoption du dossier de pré qualification par la Commission de Passation des Marchés, le consultant classé meilleur et ayant obtenu un score d'au moins 80/100 sera notifié par le Maître d'ouvrage pour la suite de la procédure.

Le consultant sera sélectionné suivant la procédure définie par les articles 117 et 118 du décret n° 2018/366 du 20 juin 2018 portant codes des marchés publics relativement aux modalités de recrutement des consultants individuels.

NB : Les références doivent être justifiées par les procès-verbaux de réception, les copies de la première et de la dernière page des contrats, ou certificats de travail, ou lettres d'engagement, ou bons de commande, etc.).

VI- LIVRABLES

Les livrables attendus de la mission sont les suivants :

- Un rapport trimestriel provisoire par lot sera présenté à l'Administrateur du Fonds routier et lui sera remis en quinze (15) exemplaires. Les quinze (15) exemplaires seront ventilés par le Fonds routier comme suit :
- un (1) exemplaire pour chaque Ordonnateur ($1 \times 4 = 4$),
- un (1) exemplaire pour le Ministre délégué à la Présidence de la République chargé des Marchés Publics,
- dix (10) exemplaires au Fonds routier (dont deux (2) duplicables sous forme de CD).

Cette diffusion est faite pour permettre à chacune des parties concernées de faire les commentaires, le cas échéant par écrit, sur le contenu et les conclusions du rapport d'audit, et ce dans un délai de deux (2) semaines. Les commentaires communiqués seront annexés au rapport provisoire et permettront la rédaction du rapport final.

Le rapport semestriel final par lot sera remis en quinze (15) exemplaires.

Les quinze (15) exemplaires seront ventilés par le Fonds routier comme suit :

- un (01) exemplaire au Ministre délégué à la Présidence de la République chargé des Marchés publics,
- un (01) exemplaire au Ministre des Travaux Publics,
- un (01) exemplaire au Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain
- un (01) exemplaire au Ministre des Transports ;
- un (01) exemplaire au Ministre de la Décentralisation et du Développement Local ;
- dix (10) exemplaires au Fonds routier, dont deux (2) duplicables sous forme de CD).

Les différents rapports seront validés par une commission de suivi et de recette technique encadrée dans le marché.

VII- DURÉE DE LA MISSION

La durée de la mission est estimée à **Vingt-quatre (24) mois soit 12 mois par tranche** à compter de la notification de l'ordre de service de démarrer les prestations de chaque tranche.

VIII- DATE ET LIEU DE DÉPÔT DES CANDIDATURES

Les plis fermés contenant la manifestation d'intérêt en six (06) exemplaires dont un (01) original et cinq (05) copies et portant la mention :

- **« Appel à manifestation d'intérêt en vue du recrutement d'un consultant chargé de l'audit technique « au fil des travaux et à posteriori » : des contrats de travaux, de prestations de services intellectuels et des fournitures financés par le guichet d'entretien (GE) et le guichet du Fonds routier du Cameroun, Lot n° 01 : les travaux et prestations sur financement ou en régie à travers le Guichet d'entretien, de protection de**

patrimoine routier et de la sécurité routière dans le Réseau Nord (les régions de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord) » ;



– **« Appel à manifestation d'intérêt en vue du recrutement d'un consultant chargé de l'audit technique « au fil des travaux et à posteriori » : des contrats de travaux, de prestations de services intellectuels et des fournitures financés par le guichet d'entretien (GE) et le guichet du Fonds routier du Cameroun Lot n° 02 : les travaux et prestations sur financement ou en régie à travers le Guichet d'entretien, de protection de patrimoine routier et de la sécurité routière dans le Réseau Sud (les régions du Centre, du Sud et de l'Est) » ;**

– **« Appel à manifestation d'intérêt en vue du recrutement d'un consultant chargé de l'audit technique « au fil des travaux et à posteriori » : des contrats de travaux, de prestations de services intellectuels et des fournitures financés par le guichet d'entretien (GE) et le guichet du Fonds routier du Cameroun Lot n° 03 : les travaux et prestations sur financement ou en régie à travers le Guichet d'entretien, de protection de patrimoine routier et de la sécurité routière dans le Réseau Ouest (les régions de l'Ouest, du Littoral, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest).**

– **« Appel à manifestation d'intérêt en vue du recrutement d'un consultant chargé de l'audit technique « au fil des travaux et à posteriori » : des contrats de travaux, de prestations de services intellectuels et des fournitures financés par le guichet d'entretien (GI) et le guichet du Fonds routier du Cameroun Lot n° 04 travaux et prestation financé par le guichet investissement.**

Devront être **déposé au plus tard le 20 février 2024** à l'adresse suivante :

FONDS ROUTIER :

Immeuble SNI 12^{ème} étage – porte 12-21 – COURRIER
BP 6221 Yaoundé – CAMEROUN
Tél. : (237) 222 22 47 52

IX- FINANCEMENT

Le financement de la mission sera assuré par le budget de fonctionnement du Fonds routier – Exercice 2024 et 2025 - Guichet Entretien.





CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST No. 11/ADM/SIGAMP/FR/2023
FOR THE CONDUCT OF "DURING AND POST WORKS" TECHNICAL AUDIT:
FOR WORKS, INTELLECTUAL SERVICES AND SUPPLIES CONTRACTS,
FINANCED BY THE MAINTENANCE WINDOW (MW) AND THE
INVESTMENT WINDOW (IW) OF CAMEROON ROAD FUND

I - BACKGROUND

In a bid to promote and consolidate sustainable economic growth, the Government of the Republic of Cameroon has created, with the support of development partners, a special Public Establishment referred to as the "Road Fund". It has been operating since 1st January 1999 under the financial supervision of the Ministry in charge of finance and the technical supervision of the Ministry in charge of roads.

The Road Fund is a permanent mechanism for financing programmes for the protection of the national roads asset, road prevention and safety, and road maintenance, as established by law 96/07 of 8 April 1996.

Law 2004/021 of 22 July 2004 extended these missions to road rehabilitation and development operations within a separate window ("investment" window), which is independent from the one meant for maintenance.

In accordance with article 40 of Decree 2005/239 of 24 June 2005, amended and supplemented by Decree no. 2012/076 of 8 March 2012, to lay down the organisation and functioning of the Road Fund, the administrative, financial and accounting procedures governing the functioning of the Road Fund, in particular its relations with Authorising Officers (MINTP, MINHDU, MINT, RLAs) and service providers, are defined in the Procedures Manual adopted by the Management Committee of the Road Fund and approved by the supervisory authority.

Since 2016, a number of legislative, regulatory and organisational reforms have been introduced, including:

- Law No. 2019/024 of 24 December 2016 on the General Code of Regional and Local Authorities;
- Law of 27 April 2022 relating to the protection of the national roads asset;
- Law No. 2018/11 of 11 July 2018 to lay down the Code of Transparency and Good Governance in Public Finance Management in Cameroon;
- Decree No. 2018/366 of 20 June 2018 to institute the Public Contracts Code;
- Decree No. 2017/144 of 20 April 2017 on road nomenclature;
- Decree No. 2019/320 of 19 June 2019 specifying the terms and conditions for the implementation of some provisions of Laws No. 2017/10 and No. 2017/011 of 12 July 2017 on the General Status of Public establishments and public enterprises;

- operational changes in the functioning of the Road Fund in response to external constraints.



In this light, the Road Fund plans to carry out "During and post works" technical audits for works intellectual services and supply contracts, financed by the Maintenance Window (MW) and the Investment Window (IW) of Cameroon Road Fund.

II- OBJECTIVES

The aim of this Technical Audit is to enable the Government and donors to form an opinion about the effectiveness, economy and transparency of operations financed by the Road Fund. During this audit, the auditor may carry out any controls and/or corrections deemed necessary. The auditor's mission consists in giving their opinion on each of the following points and others that they deem appropriate:

- the quality of the preliminary studies used to assess the projects;
- the consistency and conformity of the authorising officers' programmes with the instruments governing the Road Fund;
- compliance with the procedure for awarding contracts by authorising officers (contracting authorities);
- technical compliance of works and quality of services performed with regard to contractual standards and provisions;
- compliance of implementation documents (final design, post-completion drawings, action plan and final report, etc.) with the standards in force;
- compliance of the invoices paid in relation to the works carried out;
- the effective mobilisation of the Control Mission and the quality of the documents produced;
- the quality of collaboration between the various stakeholders involved in the project (Project Owner, Contract Manager, Contract Engineer, Paying Agency, Contractor);
- the effectiveness and quality of the method of archiving project documents.

III – CONTENT OF THE AUDIT

The audit will cover all contracts in progress or those awarded during the auditor's period of intervention and will be carried out in accordance with the standards for consulting engineers.

The auditor will be required to:



- collect information and take into account a representative sample of submitted by the Contract Manager;
- analyse the preparation of campaigns, that the programming of authorising officers;
- examine the quality of authorising officers' studies (verify the quality of technical studies, ensure that the process of supervision by the authorising officer guarantees the quality of the studies awarded to consulting firms; assess the quality of the consulting firms selected and the criteria for their selection);
- examine the contract award procedure (verify whether consultants were pre-selected, analyse the pre-selection method);
- examine the quality of works carried out by contractors (verify whether the descriptions and quantities of works accurately reflect the reality on the site, whether the schedule of activities is complied with and whether the distribution of tasks between the various parties involved is optimal to assess their management capacity). More specifically, the Consultant shall:
 - give a simple quantified description of the infrastructure audited;
 - verify whether works and their costs comply with the programmes,
 - ensure the quality of the works, their compliance with the final designs and programme objectives, and compliance with the terms of the contracts at all levels; the quality of works completion must be determined on the basis visual observations.
 - verify the unit prices of invoices with regards to the contracts, and the amount for works actually carried out;
 - verify the organisation of sites, the holding of site meetings, the existence and proper keeping of site logbooks, site meeting reports, daily statements books, service orders, whether works acceptance reports have been kept and/or drawn up in accordance with accepted standards; justification for any amendments;
 - verify that the expertise proposed in bids is mobilised and used in time to provide solutions to any problems and technical details;
 - prepare a summary table for each contract analysed, indicating the type of works, the total amount, the category of contractor and any delays incurred.
 - verify the time frames used for works completed and in progress in relation to the contractual time frames.
 - In the event of a delay on a site, analyse the measures taken to sort it out and the application of penalties.
 - analyse any cost overruns by type of works, contract value and contractor category, taking into account the engineer's estimated budget;



- examine the quality of the services provided by the consulting control firms. More specifically, the Consultant must:
 - ensure that the control process by the Project Manager and supervision by the Project Owner allows for monitoring that complies with the relevant rules; whether the procedures for controlling the progress of works and the quantitative and qualitative control of works provided for in the contracts are properly followed;
 - ensure that all invoices, authorisations, proof of variations, proof of payment, acceptance certificates, etc. are available and properly filed and that payments have been made in accordance with the terms of the contract and within the agreed time limits and amounts;
- examine and assess the payment circuit (from the production of the invoice to payment);
- examine the conformity of payment documents (final design, sureties, post-completion drawing, action plan, final report, insurance, service order, etc.);
- monitor the evaluation and change of road maintenance unit prices over campaigns;
- verify the relevance, effectiveness and efficiency of contracts for preventing accidents and ensuring road safety;
- verify the quality, operation and use of equipment acquired for the management and maintenance of road weighing stations, as well as for preventing accident and ensuring road safety (speed cameras, motorbikes, etc.);
 - draw up reports highlighting findings, recommendations and the stakeholders responsible for monitoring the implementation of these recommendations (stating whether the recommendations made in previous monthly reports have been implemented and examine the progress of implementation);
- examine the archiving system used by both the procurement units and the implementation monitoring team (whether the archiving and documentation management system in place complies with standards);
- give feedback on the audit to the people in charge of monitoring projects so that they can be taken into account;

The volume of works to be audited includes:

- all contracts in progress during the period under review (2023, 2024). These may include contracts for the 2021 and 2022 financial years under Maintenance Window (MW) for a budget of 50 billion per financial year, broken down as follows:
 - maintenance works on national and regional roads;
 - maintenance works on municipal roads;
 - routine maintenance of fixed and mobile facilities necessary for the protection of public roads;
 - road studies, geotechnical studies and control of works;

- maintenance of road systems;
- studies and control of works on urban road systems;
- preventing accident and ensuring road safety;
- Maintenance Window:
 - 2.7% operating RF
 - 0.8% technical audit RF.

For the Investment Window, in addition to all contracts in progress during the period under review (2023, 2024), the financial years 2016 to 2022 should be taken into account.

V- EXPECTED RESULTS

- the quality of the preliminary studies used to assess the projects is established;
- the consistency and conformity of the authorising officers' programmes with the instruments governing the Road Fund is established;
- compliance with the contract award procedure by authorising officers (Project Owner) is established;
- technical compliance of works and quality of services performed with regard to contractual standards and provisions is known;
- compliance of implementation documents (final design, post-completion drawings, action plan and final report, etc.) with the standards in force is carried out;
- compliance of the invoices paid in relation to the works carried out is known;
- the effective mobilisation of the Control Mission and the quality of the documents produced is known;
- the quality of collaboration between the various parties involved in the project (Project Owner, Contract Manager, Contract Engineer, Paying Agency, Contractor) is known;
- the effectiveness and quality of the method of archiving project documents are ascertained.

VI- ALLOTMENT

The services will be divided into four (4) lots, including three (3) lots for the Maintenance Window and one (1) lot for the Investment Window. The lots under Maintenance Window are distributed as follows:

- Lot No. 01: works and services financed or carried out under direct labour through Maintenance Window for protecting the national roads asset, preventing accident and ensuring road safety in the Northern Network (Adamawa, North and Far-North Regions);



– Lot No. 2: works and services financed or carried out under direct labour through Maintenance Window for protecting the national roads asset, preventing accident and ensuring road safety in the Southern Network (Centre, South and East Regions);

– Lot No.3: works and services financed or carried out under direct labour through Maintenance Window for protecting the national roads asset, preventing accident and ensuring road safety in the Western Network (West, Littoral, North-West and South-West Regions);

– Lot No. 4: works and services financed by the Investment Window.

VII- EXPERIENCE AND QUALIFICATION OF THE CONSULTANT

VII-1. EXPERIENCE

The mission will be carried out by a team made up of: a Mission Head who is a **Civil Engineer**, registered with the National Order of Civil Engineers, with at least fifteen (15) years of professional experience, having led technical audit missions for works, intellectual services and supplies contracts, and with experience in the award of public contracts.

A team comprising a minimum of:

- **one (1) Civil Engineer, holder of a GCE A/L + 5**, with a minimum of ten (10) years of experience in road works or urban road systems, engineering structures and auditing;
- **one (1) Civil Engineer, holder of a GCE A/L + 3** with at least ten (10) years of professional experience in the award of public contracts;
- **one (1) Transport Economist, holder of a GCE A/L + 5**, with ten (10) years of professional experience in relation to price evaluation and development in the building and public works sector;
- **one (1) Electromechanical Engineer, holder of a GCE A/L + 5**, with ten (10) years of general professional experience in connection with the audit of materials and equipment for preventing accident and ensuring road safety, as well as those relating to the management and maintenance of weighing stations;
- **one (1) Expert on archiving and/or documentary information, holder of a GCE A/L + 3**, with ten (10) years of professional experience in archiving.

V-II.PPRE-QUALIFICATION CRITERIA

Pre-qualification will be based on the following criteria:

A- Expert's Qualifications 70 pts

The mission will be carried out by a team of experts.

The scoring grid is shown in the table below:

No.	DESCRIPTION	REQUIRED SCORE
1	A Coordinator, Mission Head who is a Civil Engineer (GCE A/L+5 at least), with a minimum of ten (10) years of experience in roadworks or urban road systems, engineering structures and auditing.	20 pts
2	A Civil Engineer (GCE A/L+3), with a minimum of ten (10) years of professional experience in the award of public contracts.	15 pts
3	An Expert (GCE A/L+5 at least), with ten (10) years of professional experience in price evaluation and development in the building and public works sector	15 pts
4	An electromechanical engineer (GCE A/L + 5 at least) with ten (10) years of general professional experience in auditing materials and equipment for road prevention and safety, as well as those relating to the management and maintenance of weighing stations	10 pts
5	A Transport Economist (GCE A/L + 5 at least) with ten (10) years of general professional experience in auditing materials and equipment for road prevention and safety, as well as those relating to the management and maintenance of weighing stations	5 pts
6	An (1) Expert in archiving and/or documentary information, (GCE A/L+3 at least), with ten (10) years of professional experience in archiving	5 pts

B – Materials and equipment

: 20 pts

No.	DESCRIPTION	REQUIRED SCORE
1	Computers, printer, photocopier, plotter	10 pts
2	Vehicles, GPS	5 pts
3	Rental certificate or lease contract or ownership certificate	5 pts

C – Work methodology

: 5 pts

No.	DESCRIPTION	REQUIRED SCORE
1	Understanding of the mission	2 pts
2	Work plan	2 pts
3	Schedule of Activities	1 pt

D– Presentation of the file

: 5 pts

No.	DESCRIPTION	REQUIRED SCORE	REMARKS
1	Summary, page numbering	2 pts	
2	Legibility of the documents presented	2 pts	
3	Separator sheets	1 pt	

Upon acceptance of the pre-qualification file by the Tenders Board, the best ranked consultant having scored at least 80/100 will be notified by the Project Owner for further proceedings.

The consultant will be selected according to the procedure set out in Articles 117 and 118 of Decree No. 2018/366 of 20 June 2018 to institute the Public Contracts Code, relating to the terms and conditions for the recruitment of individual consultants.

Note: References must be supported by acceptance reports, copies of the first and last pages of contracts, or certificates of employment, or letters of commitment, or purchase orders, etc.).

VI- DELIVERABLES

The expected deliverables of the mission are as follows:

- A provisional quarterly report per lot shall be presented to the Road Fund Administrator in fifteen (15) copies. The fifteen (15) copies shall be distributed by the Road Fund as follows:
 - one (1) copy for each Authorising Officer (1 x 4 = 4),
 - One (1) copy for the Minister Delegate at the Presidency of the Republic in charge of Public Contracts,
 - Ten (10) copies for the Road Fund (including two (2) that may be duplicated on a CD).

This distribution is made to enable each of the parties concerned to make comments, if necessary in writing and within two (2) weeks, on the content and conclusions of the audit report. The comments received shall be appended to the provisional report and used to draw up the final report.

Fifteen (15) copies of the semi-annual report per lot shall be submitted.

These shall be distributed by the Road Fund as follows:

- One (1) copy for the Minister Delegate at the Presidency of the Republic in charge of Public Contracts,
- One (1) for the Minister of Public Works
- One (1) for the Minister of Housing and Urban Development
- One (1) for the Minister of Transport
- One (1) for the Minister of Decentralisation and Local Development
- Ten (10) copies for the Road Fund (including two (2) that may be duplicated on a CD).

The various reports shall be validated by a Follow-up and Technical Validation Committee set up under the contract.



VII- DURATION OF THE MISSION

The duration of the mission shall be roughly **twenty-four (24) months, that is 12 months per tranche**, with effect from notification of the start-up service order.

VIII - DATE AND PLACE OF SUBMISSION OF APPLICATIONS

Sealed envelopes containing the expression of interest in sextuplicate (6), including one (1) original and five (5) copies bearing the following:

- ***"Call for Expression of Interest for the recruitment of a consultant for the conduct of "during and post works" technical audit: for works, intellectual services and supplies contracts financed by the Maintenance Window (MW) and the Investment Window (IW) of Cameroon Road Fund, Lot No. 01: works and services financed or carried out under direct labour through Maintenance Window for protecting the national roads asset, preventing accident and ensuring road safety in the Northern Network (Adamawa, North and Far-North Regions);***
- ***"Call for Expression of Interest for the recruitment of a consultant for the conduct of "during and post works" technical audit: for works, intellectual services and supplies contracts financed by the Maintenance Window (MW) and the Investment Window (IW) of Cameroon Road Fund, Lot No. 02: works and services financed or carried out under direct labour through Maintenance Window for protecting the national roads asset, preventing accident and ensuring road safety in the Southern Network (Centre, South and East Regions);***
- ***"Call for Expression of Interest for the recruitment of a consultant for the conduct of "during and post works" technical audit: for works, intellectual services and supplies contracts financed by the Maintenance Window (MW) and the Investment Window (IW) of Cameroon Road Fund, Lot No. 03: works and services financed or carried out under direct labour through Maintenance Window for protecting the national roads asset, preventing accident and ensuring road safety in the Western Network (West, Littoral, North-West and South-West Regions).***
- ***"Call for Expression of Interest for the recruitment of a consultant for the conduct of "during and post works" technical audit: for works, intellectual services and supplies contracts financed by the Maintenance Window (MW) and the Investment Window (IW) of Cameroon Road Fund, Lot No. 04: works and services financed by the Investment Window.***

Shall be submitted **no later than 20 February 2024** to the following address:

ROAD FUND:

SNI building, 12th floor, Room 12-21 - MAIL OFFICE
PO Box: 6221 Yaounde – CAMEROON
Tel.: (237) 222 22 47 52/

**IX- FINANCING**

The mission shall be financed by the Road Fund's operating budget for the Financial Years 2024 and 2025 - Maintenance Window.

